

N° 11

7^e Année

1^{er} Mai 1902



La Coopération des idées

Revue mensuelle d'Éducation Sociale



SOMMAIRE :

- G. DEHERME..... *Gouverner, Agir.*
A. SÉCHERESSE..... *Le Latin langue vivante.*
LOUIS COUTURAT... } *La Langue auxiliaire internationale.*
G. DEHERME..... }
ALFRED NAST..... *L'Avenir Coopératif et les Bases de la Société.*
G. D..... *Les Livres qui font penser.*



ABONNEMENTS :

France : Un an : 3 francs. — Six mois : 1 fr. 50
Étranger : Un an : 4 francs.



Le Numéro : 0 fr. 25

ADMINISTRATION ET RÉDACTION :

157, Faubourg Saint-Antoine (XI^e Art.)

PARIS

VIENT DE PARAÎTRE :

Le **Mouvement Éthique**, par ALFRED MOULET, 1 fr. 75 franco (à la *Coopération des Idées*). — Nous recommandons particulièrement cette étude documentée du mouvement éthique international.

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur **abonnement est terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement, pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

EAU DE MOLAS

NATURELLE, GAZEUSE, BICARBONATÉE, FERRUGINEUSE. LA PLUS LÉGÈRE A L'ESTOMAC, LA PLUS AGRÉABLE

La seule prescrite pour les maladies de l'Enfance

La Caisse de 25 bouteilles : 9 fr. 25

Ecrire au gérant des *SOURCES DE MOLAS, LE BOULOU* (Pyrénées-Orientales)

Même domaine : VIEUX ROUSSILLON de coteaux : 70 fr. la barrique. — GRENACHE doré authentique, non viné, 16 degrés, en bouteilles 1 fr. 50 le litre

{ logé, franco
de port
et de régie



La Coopération des idées

Gouverner, Agir

« La politique, c'est-à-dire la manière de gouverner l'humanité comme une machine, disparaîtra en tant qu'art spécial aussitôt que l'humanité cessera d'être une machine. »

E. RENAN.

Il n'y a pire tyrannie que celle du désordre. Le meilleur Gouvernement est donc le Gouvernement fort.

La force politique et sociale est dans le peuple. Le Gouvernement ne peut puiser qu'à cette source vive. L'exact représentant du peuple, qui l'exprime bien tout entier et fidèlement le sert, c'est le despote. Car il n'a qu'un moyen de se maintenir, c'est d'agir dans le sens de la volonté populaire, — même contre l'instinct anarchique des foules. Quand il y manque, faute de conscience, d'héroïsme ou de génie, il est perdu. Voilà la vraie démocratie politique et le vrai mandat impératif. Ce qui en est le plus éloigné, en fait, c'est le Gouvernement parlementaire, parce qu'il est impuissant et irresponsable. Nous avons vu que le suffrage universel ne manifeste aucunement la volonté populaire : il ne peut que la troubler et l'égarer.

La politique n'est qu'une pratique empirique. Les inconséquences des politiciens, et leur corruption, cela n'est contre eux que s'il y a un scandale, qui leur enlève de leur prestige, et s'ils échouent. Les programmes des partis, les déclarations de principes ne sont que des moyens de conquête. Si les partis bataillent violemment sur des personnes ou des mots, reconnaissons qu'ils ne poursuivent que ceci : gouverner.

Gouverner, c'est recueillir les énergies éparses de la nation, les agréger, les combiner, les discipliner aux exigences du destin national et aux nécessités de l'évolution sociale. Or un parlement est inapte à cette fonction supérieure, parce qu'il ne peut avoir lui-même aucune unité de direction, ni continuité, et parce que, dans la lutte des partis pour la conquête ou la défense du pouvoir, il disperse toute l'énergie qu'il reçoit de la nation. Il ne gouverne plus : il exploite.

*
**

Sans doute, même à l'état fort, le Gouvernement n'est en somme que la pression d'une classe sur une autre ; mais ce n'est que pour astreindre les classes inférieures à une fonction pénible qui est nécessaire à l'ordre et au progrès social. D'ailleurs, à ce moment, le Gouvernement n'est pas seulement une contrainte des hommes, mais surtout une administration sage et populaire des choses. Nos rois ont eu les plus grands ministres. Ils s'identifiaient avec la nation.

Mais sous un Gouvernement faible, irresponsable, constamment renversé et rétabli, il en va autrement. Il ne s'agit plus d'organiser, d'administrer ; mais de se défendre et de profiter largement de l'heure. « Après

nous, la fin du monde! » est bien la devise sinistre des régimes incertains. Alors, chaque loi est une arme contre les partis adverses, — ou un butin pour les clients. Et les partis se succèdent rapidement, — en trente années notre République a consommé trente ministères. De là, une pléthore légale qui étouffe toute initiative et permet tout arbitraire. « Tout ce qu'on voudra de plus abusif pourra exciper d'un considérant ou précédent légal. La légalité se nie elle-même (1) ».

Ce ne sont pas, on l'entend bien, des mesures positives, des lois d'organisation ou d'administration qui passionnent nos politiciens, mais des restrictions à la liberté d'une catégorie de citoyens qu'on suspecte ou qu'on craint. La peur est la grande inspiratrice du penser parlementaire.

Les classes n'ont plus de fonctions déterminées, et, le Gouvernement n'étant plus l'ordonnateur d'une hiérarchie organique, l'éducateur d'une discipline de travail, le surveillant vigilant du devoir social afférent à chacun, il devient peu à peu une forteresse contre la société organisée, un dissolvant, un centre de rébellion, un ferment de guerre sociale. Que sont, après tout, ces bagarres électorales, ces misérables polémiques de journaux et leurs chantages cyniques, ces luttes acharnées de comités ou de ligues, ces excitations incessantes des citoyens les uns contre les autres, — sinon les phases diverses d'une guerre civile chronique? Et cela est inhérent au régime parlementaire. Mais où est la démocratie là dedans, je veux dire la faculté pour chaque citoyen français de participer à la vie politique et sociale comme il l'en-

(1) Leverdays, *Nouvelle Organisation de la République*.

tend, suivant ses capacités, la lumière de sa raison, le dictamen de sa conscience, l'impulsion de sa foi ? Nous poursuivons, non pas notre propre liberté, mais le pouvoir de supprimer celle des citoyens qui poussent d'autres cris que nous. Tous ces groupes, toutes ces ligues ne sont pas ce qu'ils devraient être, en une démocratie consciente : des ateliers d'ordre social ; ils ne sont que des morceaux d'armées, pour l'oppression, la destruction et la conquête. Leur confusion seule nous préserve de la fin de tout. Notre intolérance croît avec notre scepticisme.

C'est qu'il n'y a plus qu'une poussière sociale d'individus, sans lien, sans direction, — sinon le lien d'un bas intérêt de coterie, la direction des appétits, des vanités et des haines. Il n'y a plus, vraiment, de classe dirigeante ; mais seulement des partis, exploiters du fonds social, et qui l'épuisent.

Actuellement, nos parlementaires, — et par là ils dénoncent la langueur du régime, — reviennent au jacobinisme. Une réaction furieuse contre les libertés se prépare. Et cela, au nom de la République. C'est pour combattre les rétrogrades qu'ils font, avec un zèle servile, leur tâche si parfaitement. Ainsi, ces républicains triomphent, comme parti, et ils ont le pouvoir ; mais c'est contre l'idée, contre le progrès social. Ils mettent le parti au-dessus de l'idée comme au-dessus de la nation. Spectacle étrange ! Ce sont les cléricaux qui se font les champions de la liberté de conscience, et les nationalistes qui sont les soldats du droit. C'est le prince Victor qui rappelle à ces républicains grisés par le pouvoir, affolés par la peur de le perdre, les principes de 89, et c'est le prétendant Philippe VII qui, après le comte de Chambord et le comte de Paris, promet au prolétariat la liberté d'association.

Toute opposition est libérale et démocratique. Est-ce tactique ? N'accordons pas tant d'intelligence — et d'hypocrisie — aux politiciens. Ils ont des instincts trop impérieux pour les pouvoir déguiser si longtemps et si bien. La vérité est que l'opposition est libérale et démocratique parce qu'elle ne peut contraindre, parce qu'elle ne se peut manifester que par son action propre, et toute action veut de la liberté. Ne pouvant comprimer, l'opposition ne cherche qu'à s'épanouir.

Au contraire, le parti qui détient le pouvoir va toujours au plus facile, la coercition. Une liberté, qui est de la vie, est toujours, pour lui, une difficulté. Une action est toujours un danger. Pas de meilleur électeur que l'inertie, pas de meilleur oreiller pour un ministre que la torpeur civique.

Il ne faudrait pas en conclure que nous devons pousser au pouvoir les cléricaux, les nationalistes, le prince Victor ou Philippe VII. Ils professent, dans l'opposition, des opinions trop justes, pour que nous risquions, en déplaçant leur point de vue, de leur en faire changer. Au reste, ils ne feraient pas plus mal — ni mieux — que nos parlementaires. Cela ne dépend pas d'eux.

Nous avons épuisé le césarisme comme la monarchie. Le respect du sabre est dissipé, et la tradition royale est rompue à jamais.

Et voici pourquoi. Le Gouvernement est un mécanisme. Il n'a pas sa force en lui-même, ni de son chef : il la reçoit du peuple, pour la transformer. Mais, parce qu'il est inorganique, qu'il contraint et qu'il est contraint, il frotte ses rouages et il s'use. Et plus il s'use, plus mal il fonctionne, plus il absorbe d'énergie, moins il en rend, plus il fait de déchet. Nous sommes au moment où la machine ne va plus. Et ce

qui achève de la détraquer, d'autant plus rapidement, c'est que le travail qu'elle doit faire est de plus en plus compliqué.

Si le régime parlementaire dure, c'est précisément parce que tout autre régime gouvernemental est aussi défectueux, dorénavant. C'est qu'on ne saurait le remplacer. Si le roi est tombé, c'est qu'il ne suffisait plus à sa tâche. Les révolutions ont des causes.

* *

Pour ceux qui portent une attention désintéressée sur les faits sociaux qui se déroulent présentement, il est évident que nous assistons à une dissociation de tous les principes directeurs par lesquels s'ordonnait la société.

C'est l'histoire du XIX^e siècle. Période de transition ou décadence, nul ne le sait encore. Décadence irrémédiable, toutefois, si nous ne savons pas empêcher la dissolution des derniers éléments sociaux.

L'État, grâce au parlementarisme, n'est plus qu'une proie pour les partis, toutes nos institutions s'ébranlent, s'écroulent. Nous vivons, socialement, parmi les ruines. La critique sans frein a émietté l'âme nationale. S'il se peut encore qu'on exploite les fonctions supérieures, je le répète, il ne se peut plus qu'on gouverne vraiment.

Suivant les lois du mécanisme, comme l'a bien vu le vénérable directeur du positivisme, M. P. Laffitte, tout progrès dans un système ne se peut accomplir que par une force extérieure à ce système. Or, au point d'évolution humaine où nous sommes, l'action de cette force extérieure est naturellement repoussée par le corps social, parce que chaque élément du sys-

tème a sa pensée propre, sa volonté à soi, son initiative, et se laisse de moins en moins influencer par une force extérieure. Ainsi le mécanisme politique tendrait à se transformer en une espèce — particulière — d'organisme, d'hyper-organisme, d'un développement libre, spontané, dont l'énergie vient du dedans et s'élabore dans chaque élément. On conçoit la révolution essentielle qui se produit. Dans le premier cas, il y a transformation mécanique de force en mouvement, non sans un déchet considérable, de plus en plus; dans le second cas, il y a création organique de force sociale, donc acquis et capitalisation.

Mais ce courant-ci ne peut encore emporter celui-là, et ils ne réussissent, en se contrecarrant, qu'à s'annihiler. Il n'est plus possible de gouverner, il ne l'est pas encore d'agir. L'État résiste. Aujourd'hui, il a recours au jacobinisme; demain, ce sera au socialisme d'État. Il s'efforce d'absorber toutes les fonctions où l'initiative de la démocratie commence à se manifester, d'étouffer toute tentative d'action libre. — et il n'arrive qu'à désorganiser les services sociaux. Vaine réaction! Pour qu'elle pût réussir, il faudrait ramener tous les éléments sociaux à leur inertie et à leur inconscience primitives, il faudrait réduire l'ensemble social à une simplicité de mouvements qu'il a cessé d'avoir depuis longtemps. En persistant, on ne parviendra qu'à mettre la société en péril, en maintenant l'anarchie présente, en retardant l'œuvre organique. On meurt, on ne recule pas. Toute vie est développement. La décadence est l'agonie des sociétés.

C'est en l'autre sens qu'est la vie, c'est à la liberté qu'il faut aller franchement.

Nous avons un exemple. Il indique la solution.

Quand l'Église était, sans conteste, gardienne

des dogmes qu'elle avait formulés par ses conciles et les bulles de ses papes, l'unité mentale et morale était parfaite. La pensée humaine était une harmonie sereine, un rapport joyeux de l'homme à Dieu. La vérité était tout près de l'homme ; et si pauvre, si ignorant qu'il fût, à chaque heure du jour il y pouvait s'élever d'une prière ou d'un élan d'amour. C'est que les prêtres, dont la mission sacrée était de penser pour tous et de fixer la vérité, avaient su se garder, sagement, de tout orgueil intellectuel. Ils avaient délimité le connaissable, avec parcimonie. Au-deià, c'était tout, et c'était Dieu.

Mais il est des héros qui méprisent la lâcheté du bonheur. Une noble inquiétude les poigne. Ils veulent placer la vérité plus haut, pour découvrir plus d'horizon, pour l'orgueil de l'effort. C'est au-delà des barrières qu'ils vont. Ils s'y brisent, ils sont maudits ; mais le monde est troublé à jamais, les plus entêtés au bonheur s'interrogent anxieusement, les plus durs sommeils s'agitent, les frontons des temples s'effritent, les idoles séculaires s'abîment avec fracas.

La critique désagrégea la croyance. Quand on discute sur le pape, représentant de Dieu, on n'est pas loin de discuter sur Dieu même. Quand on n'admet plus de médium entre soi et Dieu, on est bien près de n'en plus vouloir entre soi et la vérité. Ainsi des chapelles se dressèrent contre d'autres chapelles. Et l'Église, pour défendre son corps, abandonna son âme, abdiqua le pouvoir spirituel, en faisant appel au bras séculier. Dès lors, il n'y eut plus, en fait, de pouvoir spirituel, — rendu à jamais impossible. Chacun conquit le lourd devoir d'être son propre pape. La pensée libre devenait une nécessité de l'ordre spirituel.

Il est bien vrai que ceux qui se disent aujourd'hui

libres-penseurs le sont aussi peu qu'il se puisse ; mais la route est bien tracée qui mène à la pacification intellectuelle par la liberté des idées et des croyances, par la religion de l'humanité.

Ainsi donc, en face de l'Église, désormais inutile, parce qu'impuissante à maintenir l'unité mentale mécanique; nocive aussi parce, qu'essayant vainement de se survivre à elle-même, malgré les démentis de l'expérience, par les moyens mêmes qui la nient, dont le plus impie est de se servir de Dieu et non de le servir, en face de l'Église destituée il n'y a plus qu'une force capable de constituer, non plus l'unité mécanique, mais la diversité convergente des idées et des croyances : la pensée libre.

De même, en face de l'État, dorénavant sans unité, ni continuité, antisocial parce qu'affaibli, tyrannique parce que décérébré, il n'y a qu'une force sociale à organiser : l'action libre.

L'action libre est le complément de la pensée libre. Elle en est l'épanouissement naturel, la conséquence pratique. Elle en sera l'éducatrice.

Chacun étant son pape, cela entraîne cette conséquence inéluctable que chacun soit son roi.

* * *

Ici nous outrepassons le présent. Je ne puis donc qu'indiquer sommairement les principes généraux de reconstitution. En se laissant entraîner aux détails, on verserait dans l'utopisme. En somme, le positif dépend de l'homme. Nous savons bien ce qui ne peut plus être, nous pouvons prévoir ce qui pourrait être; mais il serait imprudent de vaticiner sur ce qui sera.

A gouverner se substitue agir, comme à la guerre se substitue le travail. L'action, c'est le travail social.

Comme elle n'est que par la liberté elle repousse la guerre. Entendons la lutte sous toutes ses formes. Agir, c'est disposer de sa propre énergie sociale pour l'ordonner soi-même. C'est donc contribuer à l'ordre, au lieu de le subir, en être l'agent au lieu d'en être l'agi, le comprendre au lieu d'en être compris; c'est participer à la conscience, à la vie sociales. C'est, en conséquence, manifester efficacement sa volonté.

N'est-ce point définir la démocratie ?

Mais il faut s'entendre. Le travail social comme le travail industriel, — plus encore, parce que plus complexe — est une discipline. L'action libre n'est pas l'agitation déréglée. Elle ne peut être, au contraire, qu'un effort conscient, mesuré, pour maintenir l'ordre ou l'adapter à des conditions plus hautes de vie sociale. C'est un équilibre ou un développement de l'ordre par le progrès. L'agitation anarchique est, à l'encontre, une réaction, une désagrégation.

On n'agit pas en dehors des lois naturelles ni des conditions sociales où l'on est. On ne peut se proposer d'autre fin que le service social. Tout mouvement antisocial, dans une société organisée, est sans portée. Le crime s'élimine lui-même. Même une association de malfaiteurs ne saurait exister que si ses membres pratiquent un minimum de vertus sociales. C'est pourquoi aucune association de malfaiteurs ne se peut soutenir. Et toute la supériorité des citoyens normaux consiste, non comme on l'imagine généralement, en ce que ceux-ci disposent de la répression pénale, de la vérité morale absolue et définitive, mais en leur capacité sociale. S'il n'y avait plus de gendarmes ni de juges; si tous les hommes étaient convaincus d'un déterminisme moral qui leur fit considérer les préceptes moraux comme relatifs et contin-

gents, et l'impulsion criminelle comme irrésistible et toujours excusable, — ce qui se peut soutenir ; — si les associations de malfaiteurs étaient libres comme les associations organiques, celles-ci ne l'emporteraient pas moins sur celles-là par la puissance de leur socialité. La liberté assure la prédominance à la plus haute socialité, car elle tend à son développement.

Tenons donc pour assuré que la contrainte ne sert qu'à des intérêts particuliers. En contrariant ce qui, socialement, doit survivre, on maintient ce qui doit disparaître, ce qui ne vit pas de sa propre force de vivre. C'est la culture du parasitisme.

Il serait aussi faux de prétendre que l'action libre peut être l'agitation désordonnée, sans frein et sans but, que de dire que la pensée libre est le débridement de l'imagination, la folie. Il y a des règles pour agir comme il y a des règles pour penser. N'en pas tenir compte, ce ne serait pas se libérer, mais s'exclure soi-même de la pensée et de l'action, s'interdire le domaine même de la liberté.

— Tu feras ce que l'État te commande, et surtout tu ne feras pas ce qu'il te défend ; tu penseras ce que l'Église te dicte et tu fermes ton cerveau à ce qu'elle condamne : Voilà ce dont il importe que l'homme se libère ; non des lois ni des méthodes qui, sont les meilleurs instruments de sa liberté. L'efficacité de son action, la puissance de sa volonté seront en proportion de sa connaissance des lois. La fécondité de sa pensée et son amplitude seront en proportion de la rectitude inflexible de sa méthode.

♦♦

L'action libre s'organise par l'association, et c'est

l'association, en se généralisant, qui remplacera progressivement les institutions de l'État, et finalement l'État lui-même. Car il ne suffit point de décréter l'action libre, il convient qu'elle soit accessible au plus grand nombre de citoyens. Il faut que la plus petite volonté puisse se réaliser et, par l'exercice, se fortifier. L'association seule peut le permettre. D'ailleurs, l'action isolée devient facilement antisociale ; et en notre civilisation compliquée, elle n'a plus aucune efficacité,

Le droit d'association est donc notre droit capital ; la liberté d'association, notre liberté primordiale. L'État résistera encore quelque temps. Les deux principes sont en présence. L'un absorbera l'autre. Ayons confiance.

Dans l'État politique commence à germer un État social, où toutes les forces sont d'expansion et non de compression, d'action et non de réaction, où chaque individu, discipliné par sa liberté d'agir, est un ouvrier social, de plus en plus conscient de sa collaboration effective. Dans les associations, à peine formées, ayant tout contre elles, nous découvrons la vraie démocratie qui lève.

Laissons croître. Ne craignons rien de la vie. Regardons l'avenir sans trembler, et préparons-nous à sa grandeur.

L'association, dont nous ignorons encore la richesse des formes, la souplesse de vie, par ce que, au fond, nous hésitons devant l'effort qu'elle demande, la liberté qu'elle institue, ne sera pas le morcellement social. Mieux que l'État, elle assure la cohésion des éléments, car elle détermine une discipline beaucoup plus rigoureuse, une organisation beaucoup plus serrée. L'État est trop loin de l'individu. Dans l'association, les mouvements divergents se répriment natu-

rellement dès qu'ils se dénoncent, et ils se dénoncent dès qu'ils se manifestent.

D'autre part, les associations sont amenées à se relier, à se fédérer, à former le tout social. Voyez présentement les coopératives de consommation. Elles ont groupé d'abord les consommateurs individuels ; mais par leur développement elles sont conduites à s'unir entre elles, malgré leur particularisme originel, et à s'organiser. Plus tard, elles se relieront aux coopératives de production, aux coopératives de crédit, aux syndicats agricoles, aux syndicats ouvriers, aux sociétés de secours mutuels, aux universités populaires. Par là se réalisera une cohésion sociale parfaite.

Est-ce que l'action libre sera un privilège pour les forts ? Non pas. Pour les mieux adaptés, peut-être ; mais dans une mesure qui est bonne. Socialement, c'est une illusion de croire que la contrainte est un procédé de protection ou d'égalisation. On voit bien qu'elle s'exerce surtout en faveur de ceux qui détiennent les moyens de l'imposer, c'est-à-dire les puissants. C'est la liberté qui fonde la justice. Dans l'association, les faibles trouveront toujours un moyen d'exercer leur volonté. L'association équilibre les forces, répartit la sève sociale et régularise les mouvements. Sans doute, des volontés illusoires, ou des impulsions qui se prennent pour des volontés n'ont pas à se prononcer, comme dans le suffrage universel. L'action libre est une mesure exacte et qui ne trompe pas. Mais par là elle est un enseignement, une éducation. Elle ne fait pas illusion, elle n'égare pas, — elle pèse justement. Il est des apparences d'hommes qui ne seront jamais que des instruments. N'ayant réellement aucun vouloir, l'essentiel est qu'ils soient

de bons outils, dociles aux mains de l'ouvrier social. Il n'y a pas à tenter de miracle — comme se le propose le suffrage universel, — avec le succès qu'on sait, — mais à utiliser toutes les énergies, le mieux possible. L'alcoolique, incapable de vouloir sa propre dignité; la brute, inapte à enchaîner deux idées — et qui votent, qui écrasent de tout leur poids mort les activités conscientes, auxquels on prétend faire exprimer une conscience et une volonté qu'ils n'ont pas, — c'est le scandale de la démocratie, la plus outrageante mystification qu'on puisse concevoir, et la plus dangereuse.

* *

Ce n'est pas à dire qu'il faille tenter de substituer révolutionnairement ces principes nouveaux aux anciens. Ce serait les nier, car ce sont des principes de paix, de liberté et d'ordre. D'ailleurs, « tout principe vrai ou faux, passé à l'état d'institution, ne peut se détruire qu'en s'épuisant ». (1) Tout ce que nous avons à faire, c'est de désertir résolument le passé et de marcher dans les voies, difficiles, mais sûres, de l'avenir.

C'est par le développement que nous lui donnerons que l'action libre se substituera au Gouvernement, l'État social organisé à l'État politique mécanisé; non par la révolte. Il ne faut pas énerver la force sociale qu'est encore le Gouvernement par la révolte. Il n'y a jamais trop de force sociale. Mais il faut commencer d'agir; au fur et à mesure que notre champ d'action s'élargira, celui du Gouvernement se rétrécira. De même pour l'Église. La persécution bête ne sert qu'à

(1) Proudhon.

lui restituer de son prestige. Il faut lui faire sa part des âmes qu'elle peut guider encore. Le spiritisme est loin d'être un progrès sur le catholicisme; l'anticléricalisme électoral ne vaut pas mieux, moralement, que le jésuitisme, et il est beaucoup plus grossier; et il serait préférable, pour eux et pour la société, que les *Apaches* fréquentassent la cathédrale du moyen âge que la maison centrale du xx^e siècle.

Nous n'avons à prendre pied sur l'Église que par notre constant effort d'éducation et notre propre principe de libre examen et de libre discussion. En adhérant à ses moyens, à son esprit, par haine contre elle, comme le font nos bruyants anticléricaux, nous sommes dupes, c'est l'Église que nous revivifions.

Nous avons des étapes à parcourir. Nous n'évitons pas l'effort, sachons-le. Je dois, ici, insister sur le sens de mes derniers articles. Quelques lecteurs ont pu s'y tromper. Le parlementarisme tiendra tant que nous n'aurons pas organisé un minimum d'action; le suffrage universel subsistera, tant que les associations n'auront pas le pouvoir législatif, juridique et exécutif. Donc, pas de révolte, mais une action constante. Les trop longues transitions sont aussi néfastes que les révolutions prématurées.

Dans une démocratie, la réaction, la lutte des partis est un non-sens. Étant contrainte, tout Gouvernement politique est réaction. Une démocratie n'admet que l'action positive, libre pour tous, la paix pour tous. Cette idée fondamentale doit nous guider, mais sans nous heurter contre les faits présents, les nécessités de l'heure. Tout ce que nous pouvons, c'est d'essayer d'y faire entrer les faits et d'y subordonner les nécessités. Mais il y a un fait, à tout le moins, que nous ne réduirons pas de sitôt. C'est le grand obstacle.

Je veux parler des rapports internationaux. Si nous pouvons, avec quelque volonté et discipline, commencer d'organiser la démocratie pacifique à l'intérieur, à l'égard des nations en rivalité ou hostiles, armées de canons et de douanes, il nous faut rester à l'état de monarchie guerrière.

♦♦

La vraie révolution à faire est en nous, qui consiste à reviser tous nos motifs, à modifier nos directions. C'est l'association et non l'État qu'il faut regarder, c'est à la liberté et non à la contrainte qu'il faut s'efforcer, c'est à l'action organisée et non à la lutte des partis qu'il faut s'appliquer. Et tout se tient.

La démocratie n'est pas l'inertie partout, comme on paraît le croire, mais l'action partout.

Nous sommes, malheureusement, à une époque de lassitude morale, où l'on ne recherche que les qualités négatives. « Vertu » semble devenu une antiphrase. Maintenant le vice seul est positif. Au lieu de prendre des mobiles d'action, nous ne nous préoccupons que des interdictions de la mode ou de l'opinion publique. Les morts sont devenus les saints de notre siècle. La critique s'est caricaturée en « blague » pour énerver toute énergie. Nous sommes cruellement sévères pour les erreurs de l'action, les espérances déçues, les échecs ; et d'une indulgence exagérée pour les criminelles lâchetés. Et pourtant, l'action, même quand elle échoue, vaut par l'énergie qu'elle exerce, par l'exemple qu'elle donne, par le reproche qu'elle est aux paresseux, par l'expérience qu'elle fait ; tandis que l'abstention des « honnêtes gens », c'est l'assassinat. Ponce Pilate est responsable.

La bourgeoisie est restée révolutionnaire. Elle n'est conservatrice que pour le désordre qu'elle a fait. Elle a détruit un monde, et elle se complait à vaguer à travers les décombres. Elle exécra l'action libre, elle a horreur d'une reconstitution. La destruction révolutionnaire lui semble un principe éternel. Rester les miettes éparpillées du passé, c'est tout l'idéal qu'elle a pu concevoir, — et elle s'y tient.

Que chaque individu soit de sa partie, et, dans son petit coin, s'emploie à fabriquer sa dixième partie de tête d'épingle. Le journaliste pensera pour lui, le député agira pour lui. C'est cela qu'est la civilisation et la démocratie.

Eh bien ! cette civilisation n'est que la barbarie d'un charnier où les morts sont secoués par une tempête, où les blessés semblent rire leurs hurlements de douleur ; cette démocratie est un mensonge. Rien n'est plus contraire à l'esprit de la démocratie que ces conseils d'inertie, de dispersion, d'inconscience.

Que chacun exécute d'abord la tâche pour laquelle il est le plus propre, soit ; mais aussi qu'il connaisse comment cette tâche se relie à l'ensemble, qu'il participe directement à l'ordonner dans l'ensemble. Qu'il travaille, oui, et dans les conditions de l'industrie actuelle, avec la plus grande division du travail ; mais qu'il agisse, aussi, pour échapper à la mortelle dispersion, dans les conditions sociales de la démocratie.

Si le Palais du Peuple — dont je ne désespère pas — a, contre lui, soulevé tant de préventions, suscité tant d'attaques sourdes, c'est qu'il était une tentative de réorganisation sociale, un effort pour coordonner l'action prolétarienne, et l'ennoblir. C'est de cela dont se méfient le plus nos prétendus démo-

crates, qui ne sont au fond que des jacobins. Pour eux, il n'appartient pas à des ouvriers de se perdre dans « l'immense » et dans le « nuageux ». Ce n'est pas leur partie. C'est celle des politiciens, — ces génies ; des journalistes, — ces poètes.

Forçons hardiment ce préjugé. Il est contre toute reconstitution. Ce n'est pas avec des grains de poussière qu'on édifiera la Cité nouvelle. Survienne une averse, la poussière n'est plus que de la boue.

Toute l'énergie du prolétariat se disperse, — pour l'augmentation de salaire, par exemple. La question sociale n'est pas une question de salaire, qui est aussi une fiction. Ce n'est pas non plus une question de répartition. C'est une question d'organisation.

Que dix ouvriers cordonniers s'associent, trouvent des camarades assez complaisants, et qui s'illusionnent comme eux, pour leur acheter leurs souliers plus cher que chez le marchand, et ainsi qu'ils surélèvent leur salaire de 0 fr. 50, cela n'a aucune importance, ce n'est qu'une mendicité déguisée. Ce qui est important, c'est de mettre de l'ordre dans les fonctions économiques, et aussi dans son intelligence et dans sa vie.

Et la tâche précisément est immense et haute. Il n'y faut pas des spécialistes, — il n'y en a pas — mais le concours de tous les hommes de bonne volonté, de tous ceux qui n'ont pas le vertige des hauteurs et de l'espace.

G. DEHERME.

Le Latin langue vivante

Il semble qu'il y ait antagonisme entre les besoins de la société moderne et la culture classique. La question a été souvent débattue; on l'a résolue de bien des façons, ce problème ardu : accorder le mandarinisme gréco-latin avec les exigences de la vie pratique au xx^e siècle. Il y aurait peut-être moyen de sauver une langue classique sur deux de la déconsidération qui pèse de plus en plus sur elles; le latin, langue morte actuellement, pourrait être autre chose que le « pain de nos professeurs »; il pourrait rendre extrêmement facile la connaissance des langues néo-latines, de l'italien et de l'espagnol en particulier. Seulement, il faudrait l'enseigner autrement que nous ne l'enseignons en France. Une telle réforme est grosse de conséquences économiques; elle ne présente que de légères difficultés; elle ne se fera néanmoins que si elle est appuyée d'un fort mouvement d'opinion, car chez nous la routine est tenace, et nous avons peur des nouveautés. Je voudrais, en quelques mots, présenter aux lecteurs de la *Coopération des idées* un projet bien simple, qui se réalisera dans un avenir prochain, et que tous les amis de la civilisation latine auront à cœur de servir.

Le devoir impérieux de l'Université est de rompre avec la tradition, en matière d'enseignement du latin. C'est chose faite, ou à peu près dans nos Facultés; mais l'enseignement secondaire se traîne encore sur

les traces du bon Lhomond ; le cerveau de nos écoliers s'anémie à débrouiller les difficultés du thème latin, à saisir des finesses dont ils n'ont cure, parce qu'elles échappent aux plus instruits. On parle en ce moment d'un projet de simplification des grammaires à l'usage des classes ; aucune réforme ne saurait être mieux accueillie de ceux qui ont apprécié les efforts des maîtres les plus dévoués pour faire goûter Virgile à des enfants de treize ans.

Nos pères, dira-t-on, le goûtaient bien, même avant cet âge. — Peut-être. Mais, alors, la culture scientifique, « pratique, » si l'on veut, n'avait guère de prix et n'occupait guère de place dans l'enseignement. On communiait à toutes les heures du jour avec le latin. On apprenait par cœur les discours de Cicéron et les vers d'Horace ; à l'aide de centons parfois habilement cousus, on écrivait des « discours latins » et l'on taquinait même la muse qu'invoquait Virgile.

Les lieux communs de la littérature latine étaient comme de vieux panaches, légèrement fripés, que chacun était fier d'arborer en signe de ralliement, quand on se retrouvait entre classiques. Les proverbes que les dictionnaires français d'aujourd'hui éditent en tranche rouge (*Ab uno disce omnes — Asinus asinum fricat*) amenaient un sourire délicat sur les lèvres des condisciples, quand ces mots faisaient leur apparition à la fin d'un dîner d'amis. Les anciens magistrats, les officiers supérieurs en retraite, considéraient comme un devoir de traduire Horace ; Horace n'y gagnait pas toujours, mais, comme disait l'oncle Sarcey, « cela valait toujours mieux que d'aller au café ».

Ces temps heureux ne sont plus. Le vers latin est mort, tué par l'enseignement des sciences et des

langues modernes. Le discours latin agonise. Je ne les regrette pas. Nos écoliers ont mieux à faire que de disséquer des formes mortes et de reconstituer sans succès les périodes d'une langue dont ils ne peuvent à leur âge connaître ni le rythme, ni le sens intime. Cette besogne ardue me fait songer à un curieux de l'histoire naturelle, qui, au lieu d'étudier les êtres vivants et mouvants, essaierait de se les représenter en empaillant les dépouilles d'animaux morts. La langue latine que nous enseignons est bien morte. Mais le latin vit encore, transformé par le temps; c'est lui qui chante encore dans la bouche des Français, des Italiens et des Espagnols, c'est lui qu'il est facile de reconnaître sous ce nouvel aspect, si l'on veut bien le considérer tel qu'il était quand Cicéron le parlait au Forum et quand Horace l'écrivait sous les ombrages de Tibur; en d'autres termes, si l'on consent à le prononcer autrement qu'à la française, avec le consonantisme et le vocalisme qui lui sont propres, que la philologie moderne permet de rétablir avec une certitude indiscutable.

En prononçant la langue mère avec « probité », selon le mot de M. Louis Havet, on comprendrait facilement la dérivation romane. L'étymologie française, presque impossible à enseigner si l'on garde notre prononciation traditionnelle du latin, devient une étude claire et attrayante; l'italien et l'espagnol apparaissent comme des décalques de la langue originelle. Au bout de six ans de scolarité, nos écoliers, habitués à la nouvelle méthode, liraient et parleraient les langues romanes étrangères presque sans efforts.

Le projet est séduisant: il est facile à réaliser. J'en ai fait la preuve pour mon compte. Il a pour lui l'assentiment des plus illustres latinistes et romanistes

de France et de l'étranger (1). Il a contre lui l'apathie, la haine de ce qui est changement et de ce qui trouble les quiétudes insoucieuses du lendemain. A l'avenir de décider qui triomphera, de ceux qui s'endorment dans le culte d'un idéal mort à jamais, ou de ceux qui essaient de concilier l'héritage du passé et les nécessités de l'avenir à l'aide de transformations légères et fondées en raison.

A. SÉCHERESSE.

Agrégé de l'Université,
Professeur au lycée de Rochefort-sur-Mer.

La Langue auxiliaire internationale

En réponse à une note bibliographique parue dans notre dernier numéro, j'ai reçu cette lettre de M. Louis Couturat, trésorier de la *Délégation pour l'adoption d'une langue internationale* :

« MONSIEUR,

« Je vous remercie d'avoir bien voulu parler de ma brochure *Pour la Langue internationale*; et, si je vous prie de publier cette lettre, c'est moins pour répondre à votre bienveillante critique que pour compléter votre article sur un point essentiel.

« La critique est celle-ci : « En multipliant nos *relations utilitaires*, c'est-à-dire nos occasions de conflits, nous multiplierons nos *malentendus* et nous fortifierons nos haines. » Vous dites que ma brochure ne répond pas à cette objection, je vous demande

(1) Je renvoie les lecteurs curieux de la question à l'étude que j'ai fait paraître dans la *Revue universitaire* du 15 janvier dernier.

pardon ; j'ai dit, dans ma conclusion (p. 30) : La langue internationale aidera du moins les peuples à se mieux connaître, à se fréquenter davantage, à se comprendre, à s'estimer et à se respecter. Elle pourra dissiper bien des préjugés et des malentendus qui les séparent, resserrer et multiplier entre eux des relations, *non seulement d'intérêt, mais de sympathie*, qui contribueront à affermir la concorde et la paix. »

« C'est une erreur de croire que la L. I. ne sera qu'une langue *utilitaire* : j'ai dit qu'elle aura pour contenu l'ensemble des idées et des vérités philosophiques et morales, scientifiques et pratiques qui forment le patrimoine commun de l'humanité. » C'est une autre erreur de croire que les relations utilitaires ne soient que des occasions de conflits, et qu'en développant les relations (même *intellectuelles*) entre les peuples, on multiplie leurs malentendus et on fortifie leurs haines.

« Les haines et les malentendus sont au contraire le fruit de l'ignorance réciproque. S'il fallait pousser à bout les conséquences logiques de votre paradoxe pessimiste, les nations s'entendraient d'autant mieux qu'elles se connaîtraient et se fréquenteraient moins. Cette opinion n'est guère digne d'un ami des lumières et d'un ami de l'humanité.

« Mais cette question, si importante qu'elle soit, n'est que secondaire. Ce à quoi je tiens surtout, c'est à ce que vos lecteurs sachent ceci : ma brochure n'est pas (comme le rapprochement de mon nom avec celui de M. Bollack pourrait le faire croire) l'œuvre d'un inventeur de langue artificielle prêchant pour son « ours ». Elle développe et commente la *Déclaration* qui constitue le programme de la *Délégation pour l'adoption d'une langue auxiliaire internationale*,

dont je suis trésorier, et qui a recueilli, depuis quinze mois, l'adhésion de près de 80 sociétés de savants, de commerçants et de touristes de France, de Belgique, de Suisse, de Suède et des États-Unis, l'approbation de 25 membres de l'Institut de France, et de nombreux savants étrangers (à Amsterdam, à Kiel, à Leipzig, à Vienne, à Graz, à Saint-Pétersbourg, etc.). C'est dire que je ne suis que le porte-parole d'une organisation déjà vaste et puissante, qui va s'accroissant de jour en jour, et qui a pour but de choisir, par une entente internationale, une solution pratique et définitive, et de la faire adopter universellement. Voilà ce qu'il importe que le public sache, et ce que je vous prie de lui dire, non en mon nom, mais au nom des plus grands savants de l'Europe, qui nous prêtent leur collaboration et leur appui.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma respectueuse considération.

« LOUIS COUTURAT,
« Professeur de l'Université ».

« P.-S. — Je m'inscris encore en faux contre cette assertion: « L'étude des langues étrangères sera complètement abandonnée. » Je n'ai pas ici la place de la discuter; pour connaître *un* peuple particulier, il faudra toujours étudier sa langue et sa littérature. Qu'il me suffise de dire que, pour certains de mes collègues de la *Délégation*, professeurs de langues vivantes, la L. I. permettra de rendre à l'étude des langues vivantes son caractère *littéraire* et éducatif, au lieu du caractère *utilitaire* qu'on lui donne forcément aujourd'hui; et que, pour beaucoup de bons esprits, « la langue auxiliaire n'est pas l'ennemie, mais la meilleure amie des langues nationales ».

En faisant le compte rendu des brochures de MM. Bollack et Couturat, je n'ai pas eu l'intention de combattre la langue internationale. Je me suis borné à signaler une objection possible. Celle-ci : Une langue utilitaire facilitera et multipliera — c'est son but — les relations d'affaires et de plaisirs ; mais par cela même elle fera surgir de nouvelles causes de conflits. D'autre part, il convient de remarquer que les individus de races différentes, quand ils sont mis en contact, ont une propension naturelle à exagérer leurs particularités, et surtout celles qui les opposent. N'en est-il pas de même des classes, des professions, des partis ? Ainsi, nous parlons bien tous la même langue, en France, et pourtant nous sommes loin de nous entendre. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'assister à une réunion électorale. De telles oppositions, dans l'Europe, ce serait, demain, une guerre épouvantable. Dans la nation, ce sera, tantôt peut-être, le coup d'État ou l'émeute. Il ne suffit donc pas de prononcer les mêmes mots pour s'entendre et de se rapprocher pour s'aimer. C'est ce que je voulais dire.

M. Couturat me répond bien que la langue internationale ne sera pas seulement utilitaire, mais qu'elle aura « pour contenu l'ensemble des idées et des vérités philosophiques et morales, scientifiques et pratiques qui forment le patrimoine commun de l'humanité ». Et ce serait en effet une suffisante réponse, si M. Couturat prenait la peine de nous le démontrer. M. Bollack et d'autres reconnaissent, au contraire, que la langue internationale ne saurait être qu'utilitaire. Ce sont ceux-ci, évidemment, qui ont raison. Si M. Couturat peut incorporer « l'ensemble des idées et des vérités philosophiques et morales, scientifiques et

pratiques qui forment le patrimoine commun de l'humanité » à une langue artificielle, je lui demande ce qu'il attend pour rendre ce signalé service à la langue populaire des Français. Jamais nous n'avons eu tant besoin d'avoir un étalon de la valeur des mots et des idées. M. Couturat le contestera-t-il ? J'imagine qu'il n'a pas les mêmes représentations que M. Jules Lemaitre quand celui-ci parle de « liberté », ni que M. Brunetière quand celui-ci parle de « vérité ». Et cependant, ils sont de la même race, de la même classe sociale, de la même profession ; ils ont reçu de la même École normale une culture identique.

Sans doute, ce n'est pas en se claquemurant chacun chez soi que les peuples s'entendront le mieux ; mais c'est en ne heurtant pas leurs préjugés réciproques, leurs intérêts divergents par des contacts imprudents, jusqu'à ce qu'ils puissent vraiment se mieux comprendre d'une sympathique intelligence, qu'ils éviteront bien des occasions de conflits.

Oui, le rapprochement des hommes, et qu'ils se comprennent et fraternisent, cela est notre but. Mais il me semble chimérique d'espérer y atteindre par le procédé mécanique d'une langue internationale, qui ne pénétrera pas les âmes. Il y faut une force autrement vivace. Il y faut l'esprit de paix, de liberté, d'humanité. Et nous connaissons seulement qu'il est assez puissant pour rayonner sur le monde quand il aura su faire taire les haines dans notre propre pays. Avant de chercher à s'entendre avec les cosaques, il serait peut-être sage de chercher à s'entendre avec tous les Français.

Je tiens toutefois à déclarer qu'une langue internationale pourra rendre quelques services aux savants et aux touristes. Pour cela, et aussi pour le symptôme

qu'elle manifeste, il importe que l'expérience se fasse. Aucune action désintéressée n'est inutile. Mais n'en n'attendons pas ce qu'elle ne saurait donner.

G. DEHERME.

L'Avenir coopératif et les bases de la Société

UNE DÉFINITION PRIMORDIALE

Le mot *humanité* a plusieurs sens ; on n'a qu'à ouvrir un dictionnaire pour en relever la liste. Mais une définition surtout mériterait de nous préoccuper comme indiquant le but de tout progrès : L'humanité est l'état (physique, intellectuel, moral, social) le plus conforme à la nature humaine. Cette notion là fournit le critérium unique pour apprécier la valeur d'une institution quelconque.

Le coopératisme se développant veut-il que la vie soit un champ ouvert à tous et fertile, mais qui produise autre chose que des désillusions, — un champ hospitalier et de joyeuse fécondité?

Cet avenir supérieur implique une condition qui, seule, peut paraître suffisante et est, à coup sûr, nécessaire : l'homme devra être libre, c'est-à-dire à même d'exercer toutes ses activités physiques, intellectuelles, morales, sociales, dans la mesure où ses dispositions naturelles, normalement, l'y incitent. Qu'on se figure la société organisée par une réglementation à outrance. Les institutions s'engrènent les unes dans les autres ; et, au milieu, l'individu, comprimé. Formes légales qu'il doit respecter sous peine de voir ses actes privés d'effets ou même sous des sanctions plus graves, obligations et systèmes auxquels il est soumis sans son consentement : tout est prévu pour cristalliser l'existence de l'homme et faire ainsi, dans la pensée des zélateurs d'un tel régime, une impeccable harmonie sociale, unique source de bonheur. Vraiment elle semble bizarre, cette conception de rendre l'individu heureux en le condamnant à l'immobilité. Pas un homme, le plus

aplatissement même, qui ne sente en soi quelque impulsion d'activité. La multiplicité des liens enserrant chaque individu le rendrait fou, criminel, ou certainement soucieux, ennuyé, las, impatient. Puis — la belle harmonie ! — des soubresauts incessants, universels, pour briser le réseau de chaînes ambiantes. Finalement, la révolte vaincrait. Spectacle curieux que cette société mise en éclats, comme du verre, par tous ces automates qu'elle croyait dominer ! L'homme n'est pas un automate, ou du moins on risque de forts atouts en voulant entraver le fonctionnement, le libre jeu du mécanisme de ses facultés. Que l'humanité triomphe donc, et d'un triomphe définitif, et sans aucune faiblesse dans son attitude triomphale, c'est-à-dire en ne tolérant debout aucun vestige d'institution de pure autorité : à ce prix seulement on approchera de la perfection naturelle et sociale.

Mais il ne suffit pas de concevoir cet avenir et d'espérer en lui. Un axiome, dont la force de raison ne pourrait être contrariée que par la vertu d'un miracle, c'est que pour changer de place (par exemple, pour sortir du rêve et entrer dans le réel) une condition est nécessaire, le mouvement. Donc, agir. Que de fois, l'action, l'entendons-nous prôner ! Cependant quels sont les buts visés, offerts, les routes indiquées, suivies ? Les politiciens de profession ne portent les yeux que sur leurs intérêts d'ambition et de cupidité « promesses électorales, prétextes gouvernementaux, polémiques plutôt truculentes, voilà, pour ces spéculateurs, moyens courants de se satisfaire ; et leurs boniments exaltent comme indispensable aux réformes humaines l'action politique, et presque tout le monde se laisse prendre à ces boniments. Et alors cette action se manifeste sous des aspects très variés : pantagruéliques et incessantes empiffreries, avec digestion et assimilation cérébrales ponctuelles, de journaux et tous articles ou brochures politiques ; participation fervente aux réunions politiques ; prise de fait et cause pour une secte politique ; vote politique ; etc. ; ajoutons que chaque citoyen, sauf exception, sait fort bien qu'il est dupe, et pourtant, curieux phénomène psychologique qu'il ne s'agit pas ici d'expliquer, il se complait à cette duperie. D'ailleurs, on incite à l'action sous des formes moins dangereuses.

Ainsi, dans l'éducation ; mais sur ce point il faut prendre garde : quand on conseille à un jeune homme d'employer toute son activité pour s'obtenir une situation, le risque est grand de le dresser à la lutte individuelle pour la vie, d'en faire un odieux « arriviste ». Nombre de personnes s'occupent d'action économique seule, et là encore les égoïsmes sont capables de ne s'unir qu'en petits groupes à la recherche de satisfactions exclusivement corporatives. D'autres vont s'embrancher sur quelque une des voies fort diverses d'action sociale : certains s'adonnent à l'enseignement, ceux-ci aux œuvres de prévoyance, ceux-là...

Inutile de continuer cette énumération : on la ferait d'une longueur inouïe. Pour être juste, il faut dire que la plupart des modes d'action préconisés sont intéressants, mais d'intérêt étroit, particulier, voire même particulariste. Sans doute, le caractère de spécialité n'inquiétera point, car il est possible de faire ce bref raisonnement : des différentes actions spéciales se côtoyant doit résulter une action d'ensemble. Mais c'est là un sophisme. Des exemples viendraient en foule dépeindre ce côtoiement : les actions spéciales, oui, se heurtent bien souvent les unes contre les autres, entraînant ainsi la neutralisation de leurs effets ; non, elles ne se soudent point en un faisceau unique de progrès ascensionnel vers notre but logique : l'humanité.

L'humanité sera la conséquence de l'*humanisation*. Cette formule (d'un truisme, comme il semblerait) a besoin de quelque développement. Humaniser la vie : voilà l'action supérieure, générale, essentielle, car elle est la direction même que nous devons donner à nos actions particulières. Humaniser la vie : travail ardu, multiple, d'épuration et d'affranchissement, puis de reconstruction souple, délicate, aérée, selon le beau, le bon, le vrai. Il faut, en effet, élarguer à larges tailles les institutions qui, présentement, étouffent la liberté, se débarrasser des préjugés sociaux contre nature, d'autant plus tenaces qu'ils sont les racines mêmes des rapports entre individus ; après quoi on posera les principes sociaux naturels dont les conséquences ne mettront pas de freins, mais serviront de mesures aux activités de l'homme : sur ces fondements, et selon ces

mesures, la vie nouvelle s'échafaudera. Jean-Jacques Rousseau a mis à la mode l'hypothèse, d'ailleurs faite avant lui, qu'un état de nature aurait précédé l'existence de la société civile : cette assertion est restée sans preuve ; mais l'humanité, condition finale de l'homme, doit être un *état civilisé de nature*.

Les tenants de la société actuelle prétendent que ses artifices peuvent seuls assurer l'ordre, la moralité publique. Une organisation naturelle des rapports sociaux ne produirait-elle pas les mêmes effets ? Il y a des raisons pour croire que si ; je les trouve condensées dans ces lignes d'un sociologue et philosophe contemporain, M. Tarde : « La *nature* humaine a une inclination innée à l'ordre et à la paix, elle est essentiellement sympathique et sociable, comme l'est en son fond la nature de tout être vivant, car tout organisme n'est-il pas une association harmonieuse ? L'association pour la vie est l'alpha et l'oméga de la nature ; la lutte pour la vie n'en est que le moyen terme et le procédé passager » (1).

ALFRED NAST.

Les Livres qui font penser

Pour la République! par Georges Lamy, o fr. 60 (Picard et Kaan, éd., 11, rue Soufflot). — Manuel du bon électeur. Voilà trente ans que la République a de bons électeurs, et nous savons où elle en est. Évidemment il faut autre chose. Ce n'est pas en niant le mal qu'on le guérira. Cette manière d'être « pour la République », si sincère qu'elle puisse être, est dangereuse.

L'Enseignement secondaire et la République, par A. Dessoye, o fr. 75 (A. Picard et Kaan, éd.). — Il n'y a qu'une solution à la question de l'enseignement : la liberté.

(1) *Études pénales et sociales*, par G. Tarde, p. 313 (volume paru dans la *Bibliothèque de criminologie*, Lyon, Storck, éd.; et Paris, Masson, éd., 1900).

L'enseignement d'État serait le mandarinat et la tyrannie des consciences. C'est la liberté seule qui peut faire l'éducation de la liberté des citoyens. L'auteur oppose l'État à l'Église. Nous ne voulons ni de l'État, ni de l'Église. Il ne faut toucher à la loi Falloux que pour l'élargir. La démocratie ne sera dans l'enseignement que lorsque l'enseignement sera libre, en dehors de l'État. Une doctrine d'État, une science d'État, c'est la fin de toute vie intellectuelle. Nous demandons la liberté spirituelle, qui, mieux que toutes les persécutions, est contre le cléricalisme, celui de l'Église comme celui de l'État. Il faut regretter que M. Dessoye, dans sa brochure d'ailleurs intéressante, n'ait traité cette grave question qu'au point de vue de la lutte présente des partis,

Les Chants de la vie ardente, par Saint-Georges de Bouhéliier, 3 fr. 50 (Bibliothèque Charpentier, 11, rue de Grenelle). — Si, comme le dit ce poète :

Il n'est d'autre but que le bonheur au monde,
il reste à trouver une formule générale du bonheur. M. Saint-Georges de Bouhéliier le confond trop souvent avec le plaisir. C'est que, sans doute, il ne peut y avoir une formule générale du bonheur. Nous imaginons toujours mieux les enfers que les paradis. J'aime mieux le chant d'héroïsme :

Sous l'azur orageux maintiens toujours la force,
Et combats sans répit.
Le tonnerre aurait-il desséché les épis,
Tari les eaux, percé les monts de roche emplis,
Et fendu les écorces !

N'est-ce point le contraire que de poursuivre la volupté ?

Grandis ta vie avec ton âme en épopée,
Sans cesse au jour le jour,
Présentant ta poitrine aux dangers tour à tour,
A l'orage, à la foudre, à la flamme, à l'amour,
A la pâle nuée !

M. Saint-Georges de Bouhéliier est deux fois poète : par le don précieux qu'il possède de chanter ses idées et par sa lumineuse jeunesse.

La Cruauté chez l'enfant, par M. le Dr Foveau de Cour-

melles. — Étude documentée de psychiatrie infantile. L'auteur nous fait comprendre combien il est important de savoir découvrir chez l'enfant, simplement cruel envers les animaux ou indiscipliné, le dément ou le criminel probable. « Pour nous, dit-il, les défauts mêmes, les vices bien dirigés, bien canalisés, peuvent être des éléments d'orthopédie morale. On s'appuie sur la colonne vertébrale déviée pour l'allonger, la redresser ; on peut utiliser « les défauts de nos qualités » en vue d'augmenter celles-ci ». Que les parents, que les éducateurs y songent, la cruauté chez l'enfant ne doit, dans aucun cas, les laisser indifférents. C'est un stigmate de dégénérescence, une déviation morale vers la démence, vers la folie morale ou vers le crime.

A la recherche d'une langue internationale, par Th. Cart (Librairie Bellais, 17, rue Cujas).— M. Cart nous dit la nécessité de plus en plus pressante d'avoir une langue internationale. Mais quelle sera-t-elle ? Ce ne peut être une langue morte, le latin par exemple, ni une langue vivante, même doublée d'une autre langue vivante ; mais une langue artificielle. Et M. Cart nous propose l'*Esperanto*. Elle est d'une prononciation aisée, elle a une grammaire très simple, elle possède un vocabulaire assimilable aux Latins, aux Slaves, aux Germains. C'est de plus une langue complète qui peut exprimer *toutes* les idées avec précision et qu'on peut écrire, lire et parler facilement.

Guerre à la tuberculose, par le Dr J. Weill-Mantou (0 fr. 25, A. Colin, 5, rue de Mézières). — Excellente brochure pour les instituteurs, qui résume bien tout ce qu'il est essentiel de savoir sur la tuberculose, sur les précautions à prendre, sur les soins à donner. Chaque article, très court, très clair, est suivi d'un questionnaire, ce qui facilite la tâche de l'instituteur.

G. D.

Le Directeur-gérant : G. DEHERME.

29-04-02. — Paris-Tours, Imp. E. Arrault et C^{ie}.

LE PALAIS DU PEUPLE

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

(Constituée légalement à Paris le 14 Juin 1900)

Siège social : 157, Faubourg Saint-Antoine

PARIS

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. A. Aulard, professeur à la Faculté des Lettres; Pierre Baudin, ministre des Travaux publics; Henri Bauër, homme de lettres; Ch. Beauquier, député; Henry Bérenger, homme de lettres; Maurice Bouchor, homme de lettres; Emile Boutroux, de l'Institut; Henri Brisson, ancien président de la Chambre, député; Victor Brochard, professeur à la Sorbonne; Ferdinand Buisson, professeur à la Sorbonne; Eugène Carrière, artiste peintre; Victor Charbonnel, homme de lettres; Georges Clemenceau, homme de lettres; Dr Delbet, député; Hector Depasse, homme de lettres; Lucien Descaves, homme de lettres; Paul Desjardins, professeur au lycée Michelet; Dr Paul Dubuisson, médecin chef de l'asile Sainte-Anne; Emile Duclaux, de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur; A. Espinas, professeur à la Sorbonne; d'Estournelles de Constant, ministre plénipotentiaire, député; Arthur Fontaine, directeur du Travail au ministère du Commerce; Lucien Fontaine, industriel; Marcel Fournier, directeur de la *Revue politique et parlementaire*; Eugène Fournière, député; Anatole France, de l'Académie française; Gustave Geffroy, homme de lettres; Charles Gide, professeur à la Faculté de Droit; Paul Guieysse, ancien ministre, député; Charles Guieysse, secrétaire général de la Société des Universités populaires; Etienne Jacquin, conseiller d'Etat, président de la *Ligue de l'Enseignement*; A. Keüfer, secrétaire de la Fédération du Livre, vice-président du Conseil supérieur du Travail; Ernest Lavisse, de l'Académie française; Jules Lermina, homme de lettres; Henry Michel, professeur à la Sorbonne; A. Millerand, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes; Gabriel Monod, de l'Institut; Pierre Morel, conseiller municipal; Edouard Petit, inspecteur général de l'Instruction publique; Georges Renard, professeur au Conservatoire des arts et métiers; Charles Richet, professeur à la Faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine; Gabriel Scailles, professeur à la Sorbonne; F. Schrader, géographe; A. Vila, secrétaire de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production de France; Charles Wagner, pasteur; Emile Zola, homme de lettres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Raphaël Barré; *directeur* : Georges Deherme. — Maxime Adler, Achille Caron, Jules Dupasquier, Auguste Garnery, Léon Letellier, Henry Loyfert, Lucien Samson.

EXTRAIT DES STATUTS

ART. 2. — La Société a pour objet la construction, la mise en œuvre du Palais du Peuple, à Paris, et la création d'établissements analogues en province.

ART. 4. — La Société prend la dénomination de : *LE PALAIS DU PEUPLE, Société anonyme à capital variable.*

ART. 6. — Le capital social est variable. Il est formé d'actions de cinquante francs.

ART. 8. — Les actions sont payables **cinq francs** en souscrivant et le solde suivant décision du Conseil d'administration.

Les actions peuvent être libérées par anticipation.

Envoi franco des statuts et de la notice explicative à toute personne qui en fera la demande au Siège social, 157, faubourg Saint-Antoine.

ANNONCES,
1a ligne : 1 fr.



**NOUVEAU CIGARE NASAL et BUCCAL
de A. DAUDÉ**

Ce cigare inhalateur est absolument remarquable pour la guérison des maladies des voies respiratoires, du coryza, etc. Il supplée avantageusement les cigares de tabac et se recommande par l'odeur agréable qu'il répand autour du fumeur.

Envoi d'un CIGARE et d'un FLACON franco contre un mandat de 4 fr. adressé à

M. A. DAUDÉ, pharmacien, à Prats-de-Mollo
(Pyrénées-Orientales)

En vente à la « Coopération des Idées »

<i>Un Pessimiste français,</i> par G. Deherme.	0 25	0 30
<i>Tolstoï,</i> par Suarès.	1 »	1 15
<i>Education et Révolution,</i> par Gabriel Séailles	0 05	0 10
<i>Le Palais du Peuple,</i> par Gabriel Séailles.	0 10	0 15
<i>L'Enseignement primaire congréganiste,</i> par Maurice Level	0 20	0 25
<i>Lettres d'un répétiteur en congé,</i> par Brenn.	0 60	0 70
<i>Jules Lagneau</i> (avec portrait)	0 50	0 60
<i>Qui veut la Santé et du Bonheur ?</i> par A. Marrot.	1 »	1 20
<i>Le Coopératisme</i> (illustré), par A.-D. Bancel, broché.	1 50	1 70
<i>La Coopération des Idées. — Une tentative d'éducation et d'organisation populaires,</i> par G. Deherme	0 50	0 55
<i>L'Education des Cellules,</i> par Emile Duclaux	0 20	0 25

<i>De la Tolérance dans les U. P.,</i> par Lucien Le Foyer	0 10	0 15
<i>Les Règles de l'Honnête Discussion selon Pascal,</i> par Paul Desjardin	0 60	0 70
<i>Almanach de la Coopération.</i>	0 40	0 50
<i>Les Jésuites,</i> par Paul-Armand Hirsch.	0 30	0 40

Nota. -- La Coopération des Idées se charge de procurer à ses membres et abonnés, SANS FRAIS, tous ouvrages, brochures, revues, journaux, etc.

Coopérative vinicole générale

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Statuts déposés chez M^e Brulle
notaire à Libourne

Siège social : LIBOURNE (Gironde)

Succursales à Montpellier, Épernay,
Chassagne, Montrachet et Cognac

Vins français de toutes provenances

Spécialité de fournitures aux
Sociétés coopératives

Echantillons et Renseignements franco

Le Courrier de la Presse

21, boulevard Montmartre, 21

PARIS

Directeur : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6.000
journaux par jour